

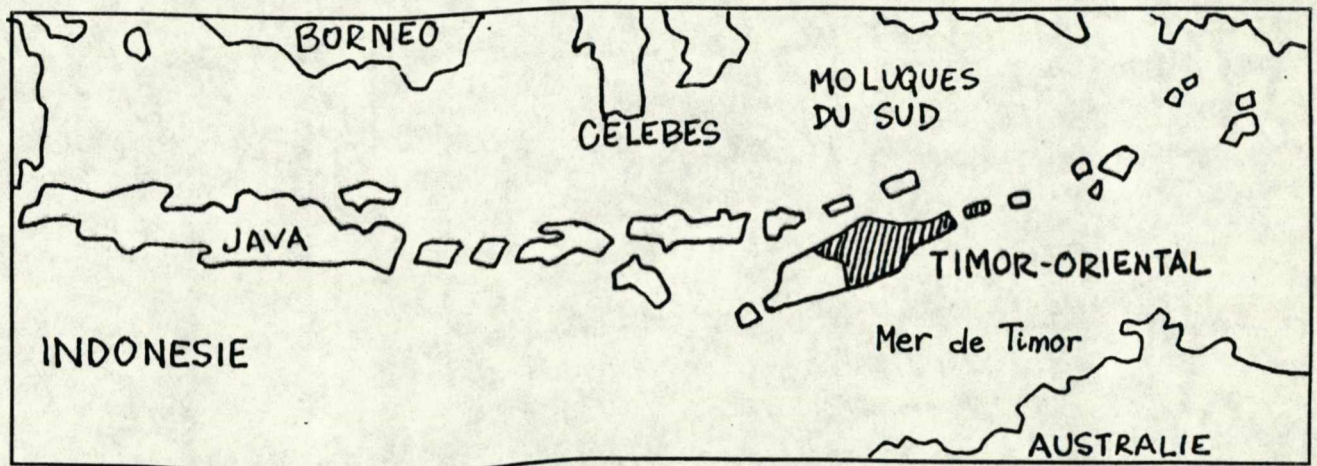
association de solidarité avec timor oriental

TIMOR
INFORMATIONS

TL1444-23

NATIONS UNIES

COMITE DE DECOLONISATION



QUESTION DU TIMOR-ORIENTAL

Michel ROBERT
Assistant à l'Université de Paris I
(Panthéon-Sorbonne)

Michel ROBERT
11 Rue Bernard Palissy -
94200 - Ivry -
(France).

New-York,
le 14 août 1989

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Je tiens à vous remercier très vivement d'avoir accepté de nous entendre une nouvelle fois sur la Question du Timor-Oriental.

Voilà bientôt quatorze ans que l'Indonésie occupe ce territoire dont le peuple souhaite toujours bénéficier des Résolutions ~~ESIA~~ (XV) et ~~ESAI~~ (XV) de l'Assemblée Générale.

Je ne reviendrai pas sur le caractère illégal du processus d'intégration au regard du droit international, Nous nous sommes déjà, avec d'autres, longuement exprimés sur cette question, Les instances de l'O.N.U. ont d'ailleurs condamné très tôt cette annexion.

Les autorités indonésiennes prétendent que la situation dans le pays est normale et que le peuple timorais a accepté avec joie l'intégration. Or, vous le savez, ces affirmations sans fondement procèdent d'une volonté délibérée de tromper la communauté internationale.

C'est vrai aussi que Djakarta, sous la pression internationale, a annoncé que le Timor-Oriental serait ouvert à partir du 1er janvier 1989. De nombreuses organisations non-gouvernementales réclamaient depuis longtemps cette mesure.

Mais nous nous demandons aujourd'hui quel sera le prix payé par la population à cette ouverture du territoire à d'éventuels visiteurs étrangers. Nous avons appris en effet que près de 3 000 personnes avaient été arrêtées avant, pendant et après les récentes visites du Général Suharto au Timor-Oriental, en novembre, et lors de la venue de personnalités australiennes.

Dans une note pastorale datée du 5 décembre 1988, Mgr Belo, Evêque de Dili, la capitale, écrit:

"Avant et après la venue du Président de la République indonésienne, le Général Suharto, de nombreuses personnes furent arrêtées pour interrogatoires. Après ces interrogatoires, quelques unes furent emprisonnées, et d'autres en plus de l'emprisonnement furent giflées, battues et torturées."

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Voilà comment les militaires indonésiens préparent le terrain à leurs

.../...

visiteurs: en reprimant, torturant, emprisonnant. Car la repression, qui touche principalement la population civile, continue toujours au Timor-Oriental. 118 membres du Congrès des Etats-Unis ont d'ailleurs fait part il y a quelques semaines au Président des Etats-Unis, George Bush, de leurs préoccupations face aux "graves violations des droits de l'Homme a Timor".

Arrestations, viols, tortures, disparitions, assassinats, tel est le lot de la vie quotidienne au Timor-Oriental, quarante ans après la proclamation de la Déclaration des Droits de l'Homme,

Le génocide n'est pas terminé au Timor-Orienta. Après les tueries des militaires, les transferts de populations de Java et de Bali vers Timor -pratiques condamnées par l'Assemblée Generale de l'O.N.U.- vient la mise en place d'un contrôle très strict des naissances. Mais dans quelles conditions!.

Mgr Da Costa Lopes, alors administrateur apostolique de Dili, avait d'ailleurs, dès 1983, accusé l'Indonesie de stériliser des hommes et des femmes sans leur consentement a l'occasion d'éventuelles hospitalisations,

Le programme de planification des naissances se fait sans l'accord des populations et comporte notamment l'utilisation de pilules et d'injections contraceptives distribuées et administrées sans indiquer à leurs destinataires quels en sont le but et les effets.

Le gouvernement indonésien nie pareilles pratiques. Mais le Gouverneur de Timor, M. Carrascalao, peu suspect d'animosité a l'égard des indonésiens, reproche aux "autorités sanitaires", dans l'édition de janvier 1989 du mensuel "Matra", de "lancer une campagne d'injections qu'elles disent être contre le tetanos, mais qui sont en réalité pour des stérilisations."

Dans ce contexte, nous avons été choqué de voir le "prix des Nations-Unies en matières de population" décerné cette année au Président indonésien. Ce prix, je vous le rappelle, est décerné a une ou plusieurs personnalités "ayant accompli le travail le plus remarquable pour sensibiliser l'opinion aux questions de population ou pour contribuer à leur solution".

Selon M. Werner Fornos, Président de l'Institut de population de Washington qui a parrainé ce prix, "la population

mondiale devant doubler en moins de quarante ans, la réussite du programme indonésien devrait servir de modèle pour le reste du monde".

Nous nous interrogeons encore sur les conditions de l'attribution de ce prix. En effet, un rapport récent montre que l'Indonésie dépense proportionnellement plus d'argent pour la planification familiale à Timor-Oriental qu'en Indonésie, qu'elle y réalise moins d'actions en vue de l'information des personnes visées et de l'obtention de leur adhésion, et que les injections sont le moyen le plus couramment utilisé pour cette planification, un moyen qui ne nécessite pas la libre adhésion.

De nombreuses voix, souvent au plus haut niveau, se sont élevées de par le monde pour condamner cette attribution contre nature au regard de l'oeuvre ^{importante} de l'O.N.U. en la matière. Non !, le Président Suharto ne méritait pas ce prix. Le Timor-Oriental n'a-t-il pas, en effet, perdu près du tiers de sa population depuis 1975, date de l'invasion ?

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Mgr Belo écrivait récemment au nonce apostolique à Djakarta: "Nous vivons sous la pression psychologique de la dictature". La population du Timor-Oriental vit un cauchemard qui doit cesser.

Nous ne pouvons que faire nôtre cette déclaration de M. Deus Pinheiro, Ministre des Affaires Etrangères du Portugal, à la dernière Assemblée Générale de l'O.N.U.:

"La décolonisation du Timor-Oriental est une épine plantée dans la conscience internationale et un défi à la cohérence avec laquelle les principes essentiels de la décolonisation, si souvent invoqués et répétés comme constituant un fondement essentiel de l'Organisation des Nations-Unies sont appliqués et observés.

"Plus triste encore est de constater, comme dans le cas de Timor-Oriental, que la violation flagrante et directe de tels principes vient d'un pays qui a aussi été victime du colonialisme et qui a joué un rôle si important dans la lutte des peuples colonisés pour leur émancipation".

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

A l'aube du 30ème anniversaire de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux ^{aux} pays et peuples coloniaux, nous aurions souhaité, comme vous, que toute trace de colonialisme ait disparu de la planète. Or, il

.../...

.../...

n'en est rien. Mais nous sommes sûr, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, que votre Comité continuera à accorder une attention particulière à ce petit territoire dont la population réclame simplement le droit de vivre libre.

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Je vous remercie.

Michel ROBERT,
O.N.U., New-York, le 14 août 1961